

Colloque International SFER AGP 2014



Agriculture et Géopolitique

rivalités - puissance - coopération

Paris - 12 et 13 février 2014



CEMOTEV
Centre d'études sur la
mondialisation, les conflits,
les territoires et les vulnérabilités

1er APPEL A COMMUNICATIONS

La Société Française d'Economie Rurale organise le

Colloque International SFER AGP 2014

12 et 13 février 2014 - Université de Versailles Saint-Quentin

Enjeux du colloque

Fil conducteur du colloque : en quoi l'agriculture est elle (re)devenue un objet géopolitique ?

L'agriculture et l'alimentation redeviennent une priorité pour les gouvernements, pour les acteurs du secteur et plus largement pour l'ensemble des sociétés.

Depuis le milieu de la décennie 2000, les marchés agricoles sont entrés dans une phase, sans doute durable, de fluctuations chroniques. Cette nouvelle phase se traduit par une raréfaction des ressources naturelles, une fragmentation de l'économie mondiale, des incertitudes quant à la puissance hégémonique de demain.

Les tensions sur les marchés agricoles ont renforcé le degré d'insécurité alimentaire, redonnant une acuité particulière à la dimension géopolitique de l'agriculture.

Dans quelle mesure le mode de fonctionnement des marchés mondiaux agricoles s'articule-t-elle avec la configuration actuelle de l'économie mondiale ? En quoi cette articulation occasionne-t-elle ces tensions géopolitiques ?

Plus largement, l'agriculture et l'alimentation sont devenues l'une des dimensions des rivalités et des relations de pouvoir entre États.

La terre et l'eau sont objets de conflits inter étatiques qui peuvent se prolonger en conflits entre les mondes urbains et ruraux. Il s'ensuit que l'agriculture ne peut être dissociée ni de la géoéconomie ni de la géopolitique, neutralisant entre autres les perceptions propres aux théories du libre-échange. L'originalité de la période actuelle réside dans le fait que ces rivalités agricoles ne se limitent plus au seul axe Nord-Sud, et concernent tout autant les axes Sud-Sud et Est-Ouest, désormais d'une importance décisive.

Outre les rivalités portant sur les flux commerciaux, illustrant le déploiement de stratégies pour l'acquisition ou la préservation des parts de marché, c'est aussi le processus d'accaparement des terres agricoles et des ressources en eau, les rivalités de pouvoir des firmes multinationales de l'agroalimentaire, l'implication de la finance dans le fonctionnement des marchés agricoles... qui constituent autant de facteurs d'une montée de la conflictualité dans et autour de l'agriculture. Cette montée de la conflictualité peut parfois déboucher sur la formation d'alliances entre États, redessinant ainsi les enjeux autour de la question agricole et alimentaire.

Le questionnement ancien mais toujours d'actualité « peut-on nourrir le monde », se double désormais d'une autre question : le veut-on et pourquoi ?

Car faire de l'accès à la nourriture un objectif central et noble pour l'humanité ne saurait pour autant dissimuler les logiques de pouvoir notamment sur les marchés mondiaux, dans lesquelles sont aujourd'hui impliqués activement les pays émergents (cas du Brésil), face aux Etats-Unis. Quant à l'Union européenne, on peut se demander quelle va être sa stratégie face à ce défi d'envergure mondiale. Pour autant, cette logique conflictuelle ne saurait structurer à elle seule les relations économiques internationales. Si la terre et les productions agricoles qu'on en retire font l'objet de rivalités, elles peuvent aussi être porteuses de voies conduisant à la diversification des modèles de production agricoles, et même aller au-delà avec le déploiement des stratégies d'investissements dans le foncier agricole (processus désormais bien connu et largement débattu du *Land Grabbing*). Car dans le cadre des tensions actuelles sur les marchés agricoles, les économies les plus vulnérables en matière d'approvisionnement alimentaire déploient des stratégies de sécurisation de ces approvisionnements, pouvant conduire parfois à des achats/locations de surfaces agricoles. Cette dimension géoéconomique/géopolitique de l'accès à l'alimentation suppose alors des fonctions de réaction construites par les pays hôtes, qu'il conviendrait d'étudier et de comparer.

Les logiques de pouvoir et souvent de conflits à l'œuvre dans la période actuelle en matière d'alimentation sont sous-tendues par des jeux d'acteurs impliquant les Etats et les firmes multinationales.

Ces jeux rendent parfois caduques les modalités du déroulement et le contenu des négociations commerciales multilatérales à l'*Organisation Mondiale du Commerce*. Dans ces jeux de rivalités économiques et commerciales, il convient d'examiner les stratégies des firmes multinationales en matière d'implantation sur les territoires des pays hôtes, mais aussi en quoi ces firmes de l'amont à l'aval – y compris sous l'angle de l'intégration verticale des firmes transnationales – entrent dans ces rapports de pouvoir et se positionnent comme des acteurs clés dans les approvisionnements alimentaires mondiaux. Il importe aussi d'analyser le rôle des organisations paysannes qui peuvent constituer un acteur géopolitique tant leur capacité de résistance s'invite fortement sur certains terrains.

Côté demande mondiale, une large place sera consacrée à l'évolution des pratiques alimentaires dans le monde et surtout dans les pays émergents (transition nutritionnelle) ce qui soulève la question de la consommation soutenable. La zone méditerranéenne fera l'objet d'une attention particulière, incluant bien évidemment les pays du Proche et du Moyen-Orient, dont la haute sismicité géopolitique s'explique à l'aune des rivalités de pouvoir autour des ressources et renforce l'acuité de la question alimentaire.

Côté offre, les pays producteurs de la Mer Noire feront l'objet d'un éclairage particulier en raison de leur potentiel agricole et des sources de conflits économiques et commerciaux qui pourraient en résulter. Par prolongement, il faudra s'interroger sur la façon dont les perspectives climatiques peuvent changer la donne et perturber les projections en matière de production et d'échanges de produits agricoles et alimentaires. Les pays émergents qui ambitionnent de nourrir le monde demain, seront-ils vraiment en mesure de le faire en 2050 au regard des bouleversements climatiques en cours ?

Ce colloque pluridisciplinaire (économistes, géographes, politologues...) se structurera autour des thématiques abordées dans l'argumentaire.



Objectifs du colloque

- Porter un double regard, scientifique et institutionnel, sur la logique conflictuelle à l'œuvre sur les marchés mondiaux agricoles et sur les ressources foncières et hydriques,
- Souligner la priorité de ne pas dissocier l'aspect agricole et alimentaire des autres registres (sécurité/souveraineté alimentaire, foncier, eau, énergie, voire climat),
- Scruter les aspects régionaux de la conflictualité agricole et alimentaire et de la précarité des approvisionnements (Méditerranée et Moyen-Orient notamment),
- S'interroger sur le rôle qu'entend jouer l'Union européenne et singulièrement la France dans cette économie agricole mondiale en pleine mutation, et, par comparaison, l'analyse pourra être étendue au cas des Etats-Unis, mais aussi des grands pays émergents (Brésil, Ukraine, Chine, ...).

Thèmes du colloque

- Positionnement des pays émergents exportateurs (Brésil, Argentine, Ukraine, ...) et importateurs (Chine, Algérie, ...).
- La précarité des approvisionnements alimentaires ces dernières décennies.
- Le rôle des firmes multinationales de l'agroalimentaire dans la géopolitique mondiale de l'agriculture et de l'alimentation.
- Quelles formes de coopération internationale ?
- L'UE et la France, leur stratégie dans la géopolitique alimentaire mondiale.
- Géopolitique foncière et de l'eau.
- Dépendances alimentaires régionales.
- Rapports de force autour de l'agriculture et de l'alimentation.
- Marchés mondiaux agricoles : zones de production, dynamique des échanges, évolutions récentes.
- Les USA, leur rôle et leur stratégie.

Programme du colloque

Outre les sessions plénières, des sessions parallèles seront organisées sur chaque thématique du colloque pour accueillir un large public composé de chercheurs, experts, praticiens et professionnels.

La première journée sera centrée sur des communications de chercheurs ayant répondu à l'appel à communications et dont les contributions ont été sélectionnées par le comité scientifique.

La seconde journée privilégiera des interventions invitées d'experts, de professionnels de l'agriculture, des responsables politiques, ...

Informations aux auteurs

L'appel à communications est ouvert aux chercheurs, experts et professionnels qui souhaitent partager leurs résultats de recherche et leurs expériences et apporter un éclairage à la problématique du colloque. La langue officielle du colloque est le français. Les communications en anglais sont admises.

Soumission des résumés :

Les résumés doivent être soumis en ligne avant le 16 septembre 2013. Les consignes sont précisées sur le site où figure également le lien de soumission.

http://www.sfer.asso.fr/les_colloques_thematiques/agriculture_et_geopolitique

Soumission des articles complets :

L'article complet lié à une communication devra être transmis via la plate-forme de soumission des papiers sur le site de la SFER avant le 15 janvier 2014.

Valorisation des communications

Les contributions écrites au colloque feront l'objet d'édition dans des numéros spéciaux de revues (Économie Rurale, ...).

Inscriptions

Les inscriptions se font en ligne sur le site de la SFER (la soumission d'un résumé ne constitue pas une inscription).

http://www.sfer.asso.fr/les_colloques_thematiques/agriculture_et_geopolitique

Dates importantes

- Soumission des résumés : **avant le 16 septembre 2013**
- Notification d'acceptation des communications : **15 octobre 2013**
- Inscription en ligne aux tarifs de base : **jusqu'au 16 décembre 2013**
- Inscription en ligne aux tarifs majorés : **17 décembre 2013 - 10 février 2014**
- Réception des articles complets : **avant le 15 janvier 2014**
- Colloque SFER AGP 2014 : **mercredi 12 et jeudi 13 février 2014**

Comités

Comité d'organisation

Sébastien Abis (CIHEAM, iReMMO, Futuribles International), Sandrine Dury (CIRAD, SFER), Guillaume Benoît (CGAAER), Pierre Blanc (Bordeaux Sciences Agro, Sciences po Bordeaux, Iremmo), Thierry Pouch (APCA, Université de Reims Champagne Ardenne, SFER), Nathalie Bertrand (IRSTEA, SFER), Armelle Guilloux (*ellipse&co*, SFER)

Comité scientifique

Président : Thierry Pouch (APCA, Université de Reims Champagne Ardenne, SFER), Jean-Marc Chaumet (Institut de l'élevage), Pierre Blanc (Bordeaux Sciences Agro, Sciences po Bordeaux, Iremmo), Sébastien Abis (CIHEAM, iReMMO), Gérard Azoulay (Université Paris-Sud), Benoît Daviron (CIRAD), Benoît Lallau (CLERSE, Université Lille 1), Aurélie Trouvé (AGROSUP Dijon et SFER), Jacques Loyat (CIRAD), Alexandre Martin (CEP-MAAPRAT), Vincent Géronimi (Université de Versailles Saint Quentin), Ward Anseeuw (Pretoria University), Frédéric Lançon (CIRAD), François Luguenot (InVivo), Valéry Elisseeff (SAF)

Organisateurs et partenaires

Liste en cours de constitution

Pour plus d'information

Le site de la SFER : www.sfer.asso.fr

Contact : sfer.agp2014@gmail.com

